



NOTE DE POLITIQUE LIGNES DIRECTRICES

2019

DÉVELOPPÉ PAR CORDAID ET
PARTNERS FOR RESILIENCE



PARTNERS FOR RESILIENCE
Working together on disasters, climate, ecosystems

Table des matières

LIGNES DIRECTRICES DE LA NOTE DE POLITIQUE	3
INTRODUCTION	6
CONTEXTE	7
POLITIQUES	8
CADRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTATION	9
SITUATION ACTUELLE	11
PERSPECTIVES D'AVENIR OU RECOMMANDATIONS	12
AUTRES POINTS IMPORTANTS À RETENIR	13
ANNEXE 1 : MODÈLE DE NOTE DE POLITIQUE	15
ANNEXE 2 : AUTRES RESSOURCES	17
ANNEXE 3 : ACRONYMES	18

Lignes directrices de la NOTE DE POLITIQUE



QU'EST-CE QU'UNE NOTE DE POLITIQUE

Une note de politique est un résumé concis d'un problème particulier, les options politiques pour y faire face et quelques recommandations sur la meilleure option. Il est rédigé pour soutenir le plaidoyer auprès des décideurs gouvernementaux et d'autres décideurs impliqués dans la formulation, la révision ou la mise en œuvre des politiques.

Le présent document fournit une ébauche suggérée pour structurer des notes de politique avec des exemples tirés des programmes du partenariat stratégique « Partners for Resilience ». Pour plus d'informations sur ce partenariat, rendez-vous sur le site partnersforresilience.nl/en.

Ce qui suit n'est qu'un aperçu. Il peut être adapté pour mieux coller au contexte dans lequel il est utilisé. Différents sujets peuvent nécessiter une structure légèrement différente. Il est donc possible que ce plan doive être adapté par endroits en fonction du contexte. Cependant, il est également important de maintenir une sorte de cohérence (et d'assurance qualité) dans notre travail.

Cette ligne directrice donne des informations sur ce qui devrait figurer dans chaque section de la note de politique.

Le plan proposé est flexible, mais la première page de la note de politique doit contenir le titre et les principales recommandations.

Le plan ci-dessous est également suivi dans le modèle de l'annexe 1. Un fichier Word du modèle est disponible dans la bibliothèque Partners for Resilience.

TITRE

- RÉSUMÉ
- Recommandations
- Introduction
- Le corps (le texte principal)
- Les implications politiques
- Conclusions

En outre, une note de politique peut contenir les éléments suivants :

- Des encadrés et des barres latérales
- Des cas
- Des tableaux
- Des graphiques
- Des photographies

Vous devez également inclure diverses informations supplémentaires :

- La bannière Masthead (le titre de la série)
 - Les auteurs
 - Les remerciements
 - Les informations sur la publication
 - Les références
-

Ces lignes directrices utilisent des exemples réels de six pays avec lesquels Partners for Resilience (PFR) a travaillé. Ce sont des exemples généraux destinés à vous aider à appliquer les connaissances, veuillez les modifier en fonction du contexte spécifique de votre pays.

DIRECTIVES GÉNÉRALES



Le langage : Le langage des notes de politique doit être simple et exempt de jargon. Même lors de la discussion sur des questions techniques, telles que le droit, l'investissement, la politique, etc., le langage utilisé dans les notes de politique doit être simple et accessible aux lecteurs de tous horizons.

La structure : Essayez de produire des notes de politique de 4 pages ou moins. Si un document est trop long, les lecteurs peuvent en être découragés. Il est important de trouver un équilibre entre le détail et la longueur. Souvenez-vous toujours du sigle PPE sur la page - Point, Preuve, Explication (c'est votre paragraphe - ou la structure de votre papier).

Les références : Les notes de politique doivent être bien référencées et tous les faits, chiffres, lois, politiques, etc. doivent être pleinement référencés dans les notes de bas de page.

Les diagrammes et figures : Si possible, il est utile d'inclure des tableaux, des diagrammes ou des graphiques dans les notes de politique. Ceux-ci aident à illustrer les points que vous essayez de faire et à décomposer le texte.

Adaptation : Adaptation: en fonction de l'objectif et du public, une note d'information fournit des informations équilibrées sans prendre position (informative). Une note de politique va plus loin en recommandant la ou les meilleures options (persuasives). Voir page 12 pour plus de détails.

Les abréviations/acronymes : La première fois qu'un acronyme est utilisé, il doit être écrit en entier, suivi de l'acronyme entre parenthèses. Après cela, vous pouvez simplement utiliser l'acronyme, par exemple : *Actuellement, la seule preuve de propriété incontestable est un certificat de titre foncier complet délivré par le Ministère de l'aménagement du territoire, de la planification urbaine et de la construction (MLMUPC). Le MLMUPC travaille actuellement à l'enregistrement de toutes les terres privées à travers le pays.*

Introduction



L'introduction doit être brève – **un ou deux paragraphes**. Elle devrait donner un aperçu de la question sur laquelle la note de politique se concentrera.

L'introduction devrait être intéressante pour encourager le lecteur à continuer de lire le reste du document.

Les remerciements peuvent être placés au début de l'article avec la date de publication ou d'autres détails. Cependant, si la note de politique est très courte, ils doivent être placés à la fin.

"I HAVE NEVER SEEN FOOD THAT IS NOT CIRCLE-SHAPED. ALL FOOD IS THEREFORE DEFINITELY CIRCLE-SHAPED."

"I HAVE NEVER SEEN FOOD THAT DOES NOT HAVE STRAIGHT EDGES..."



Référence de <https://bookofbadarguments.com/>



ÉVITEZ LES GÉNÉRALISATIONS

Cette erreur est commise lorsque l'on généralise à partir d'un échantillon trop petit ou trop spécial pour être représentatif d'une population. Par exemple, demander à dix personnes dans la rue ce qu'elles pensent du plan du président pour réduire le déficit budgétaire ne peut en aucun cas être considéré comme représentant le sentiment de la nation tout entière. Bien qu'elles soient pratiques, des généralisations hâtives peuvent conduire à des résultats coûteux et catastrophiques.

Contexte



Développez le contexte de la question sur laquelle la note de politique se concentre. Cela comprend un bref historique et un aperçu du secteur. Elle ne doit pas être trop détaillée.

- il suffit de donner suffisamment d'informations au lecteur afin qu'il ait une base pour comprendre le reste des informations contenues dans l'article. Plus tard, dans la section « situation actuelle », vous pourrez développer ce qui se passe actuellement dans le secteur. Essayez d'inclure des faits et des chiffres provenant de sources neutres et fiables/reconnues (par exemple, les universités, les instituts de recherche, les données gouvernementales).



EXEMPLE

Le contexte d'un document sur la **protection des forêts** pourrait inclure une discussion sur :

- L'**historique** du problème ou du contexte avec quelques **données historiques** pour étayer les arguments :
« En 1950, on estimait que les forêts couvraient 16 % du territoire éthiopien, mais cela a considérablement diminué depuis. En 1980, selon une étude du Département des forêts des Nations Unies, ce chiffre était tombé à 3,6 % seulement, et en 1989, la couverture totale avait encore chuté à 2,7 %. » ¹
- Décrivez brièvement la situation **actuelle** (plus d'explications plus loin) et comment elle a **changé** :
« Les forêts éthiopiennes sont constituées de manière significative de forêts plantées pour des plantations industrielles et de plantations de bois de chauffage/poteaux. Ces plantations urbaines sont situées principalement autour des grandes villes comme Addis-Abeba. Depuis cette industrialisation, l'Éthiopie n'a pas été en mesure de suivre le rythme de la déforestation, elle qui replante à un niveau de 10 % du taux de déforestation annuel. » ¹
- Expliquez l'**importance** des exemples :
« Les forêts sont très importantes pour soutenir les moyens de subsistance des citoyens éthiopiens, car elles sont utilisées pour les produits alimentaires, l'encens, les résines, les condiments, les épices, l'huile et les cires végétales industrielles, les plantes médicinales, les gommes végétales, le tourisme, le miel naturel et la cire d'abeille, les animaux et les produits d'origine animale. » ¹
- Expliquez les **menaces actuelles** :
« Les allocations budgétaires et les ressources en personnel sont actuellement trop faibles pour assurer un suivi et une gestion participatifs efficaces des forêts. Cela signifie que le nombre de forestiers diplômés est inférieur à ce qui est nécessaire pour assumer les responsabilités de la recherche et de la gestion forestières et pour mettre en œuvre le Plan d'action national de lutte contre la désertification. » ¹

¹ Département des forêts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2003. Document de travail sur les forêts et les arbres plantés : Étude de cas par pays de la République d'Éthiopie. Extrait de : <http://www.fao.org/tempref/docrep/fao/009/j1552e/j1552e00.pdf>



Expliquez quelle est la **politique actuelle** du gouvernement à ce sujet. Il peut également y avoir des **politiques spécifiques au secteur** pour le secteur sur lequel vous écrivez.



EXEMPLE

La section politique d'un document sur le **secteur agricole** pourrait comprendre :

- Expliquez quelle est la **vision du gouvernement** en ce qui concerne le développement de ce secteur : « *Le gouvernement indonésien a une vision à long terme pour parvenir à l'autosuffisance pour cinq produits essentiels : le riz, le soja, le maïs, le sucre et le bœuf. Il s'agit d'assurer la sécurité alimentaire du pays et de répondre aux besoins de toutes les communautés urbaines et rurales et à la croissance économique.* »²
- Expliquez quelles **actions/initiatives** le gouvernement priorise dans le secteur : « *La loi alimentaire de 2012 visait à renforcer les principes d'autosuffisance alimentaire et de souveraineté alimentaire en donnant la priorité à la production nationale de ses denrées alimentaires de base. Pour favoriser davantage l'autosuffisance, l'Indonésie offre des subventions en engrais et un soutien important des prix du marché aux producteurs agricoles locaux.* »²
- Si le gouvernement a des **objectifs clés** dans le secteur, ceux-ci doivent également être mentionnés.
« *Le gouvernement a révisé le délai d'atteinte de l'autosuffisance en riz, maïs et soja jusqu'en 2017, et en viande bovine et en sucre jusqu'en 2019.* »²

² OCDE. 2015. Note de politique pour l'Indonésie : Agriculture - Atteindre une plus grande sécurité alimentaire. Série Meilleures politiques de l'OCDE. Extrait de : <https://www.oecd.org/policy-briefs/indonesia-agriculture-improving-food-security.pdf>



Dans cette section, les éléments clés du système juridique doivent être présentés, mais il n'est pas nécessaire d'énumérer tous les aspects du cadre juridique. Lorsque vous expliquez le cadre juridique, commencez par le haut de la hiérarchie juridique et déroulez. La hiérarchie est la suivante : Droit international ratifié, droit national, décret royal, sous-décret, déclaration, ordonnance, circulaire, décision.

Il n'est pas nécessaire d'expliquer la loi dans son intégralité, il suffit d'extraire les points clés qu'un lecteur doit connaître. Cela comprend des définitions, des règles de base, des limitations, etc.

Si vous savez qu'une loi importante est toujours en cours d'élaboration, vous pouvez également en discuter à la fin de la section.



EXEMPLE

La section juridique pour la gestion et la conservation de l'eau propre aux Philippines comprend une discussion sur le cadre juridique suivant :

- **Loi nationale** : *Philippine Clean Water Act de 2004 – cette loi définit le développement durable dans le secteur de l'eau.*³
- **Sous-décret** : *N° 1586 sur l'étude d'impact environnemental – Un sous-décret qui donne les règles, règlements et mesures pour la mise en œuvre d'un système d'impact environnemental, pour chaque agence gouvernementale, y compris les sociétés d'État, les sociétés privées, les entreprises et les entités devant publier.*⁴
- **Références** : Autre **cadre juridique connexe** mentionné brièvement et avec des liens vers les documents pertinents tels que le droit de l'environnement, les évaluations d'impact environnemental et les droits de propriété.

³ Loi de la République n° 9275 : The Philippines Clean Water Act of 2004. 2004. Extrait de : http://ap.ftc.agnet.org/ap_db.php?id=281

⁴ Décret présidentiel N° 1586 : Établir un système de déclaration d'impact sur l'environnement comprenant d'autres mesures liées à la gestion environnementale et à d'autres fins. 1978. Extrait de : <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/phi19235.pdf>



La section sur le cadre juridique et la réglementation devrait également **discuter du ou des organismes publics responsables** de la régulation de ce secteur. Cette explication doit suivre la hiérarchie gouvernementale, c'est-à-dire commencer par l'organe le plus élevé et descendre vers le bas.



Après avoir fourni une introduction, des informations générales, des cadres politiques et juridiques, le document devrait **expliquer la situation actuelle**.

Cette section devrait également inclure une discussion sur les **principaux acteurs** actifs dans ce secteur. Il peut s'agir de partenaires au développement, de gouvernements, de partenaires d'exécution, de bailleurs de fonds, du secteur privé, etc.



EXEMPLE

Le cadre juridique et la réglementation de la **gestion des risques de catastrophe** au Soudan du Sud expliquent :

- Le **Ministère** des affaires humanitaires et de la prévention des catastrophes est le principal ministère gouvernemental chargé de la gestion des catastrophes naturelles et d'origine humaine. ⁵
- **La Commission foncière du Sud-Soudan est chargée de recommander et de coordonner les politiques foncières pour le Sud-Soudan, liées à l'amélioration de la production alimentaire pour une sécurité alimentaire accrue.** ⁶
- **Les autres ministères clés** incluent le ministère de l'Éducation, qui veille à ce que la sensibilisation et la connaissance de la réduction des risques de catastrophe (RRC) soient incluses dans les programmes scolaires, et le ministère de l'Environnement, qui prend des engagements sur l'adaptation aux changements climatiques dans les programmes de RRC. ⁶
- Le **Département** de météorologie est chargé de prévoir et de signaler les conditions météorologiques difficiles, de plus en plus imprévisibles et potentiellement extrêmes au Sud-Soudan. ⁷



EXEMPLE

La note de politique sur l'**adaptation aux changements climatiques** du Kenya explique la situation actuelle en couvrant les points suivants :

- Les preuves des changements climatiques au Kenya sont claires, comme en témoignent l'augmentation des températures, les précipitations irrégulières et imprévisibles et les conditions météorologiques extrêmes devenant une norme. ⁸
- Bien que les réponses politiques actuelles aux changements climatiques reflètent un besoin d'atténuation, on note un manque de prise en compte de l'adaptation dans les programmes politiques. ⁸
- La politique environnementale actuelle reconnaît la nécessité de conserver les ressources naturelles pour les générations futures et d'élaborer des plans nationaux de développement pour protéger et gérer l'environnement. ⁸
- Le NOTE DE POLITIQUE couvre plusieurs politiques importantes sur les changements climatiques au Kenya, telles que la politique forestière et la politique énergétique.
- La note fournit des leçons à tirer des études de cas sur les politiques kényanes en matière de changement climatique et des recommandations pour l'avenir.

⁵ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2010. Plan d'action pour le Sud-Soudan : Août 2010 - Août 2012. Extrait de : <http://www.fao.org/3/a-i1725e.pdf>

⁶ Ministère des affaires humanitaires, Croix-Rouge du Sud-Soudan et Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. 2017. Loi et politique de gestion des risques de catastrophe au Sud-Soudan. Extrait de : <https://www.ifrc.org/PageFiles/233286/South%20Sudan%20workshop%20report%202017.pdf>

⁷ Organisation météorologique mondiale. Base de données des profils pays : Association régionale du Sud-Soudan. Extrait de : <http://cpdb.wmo.int/south-sudan>

⁸ Kariuki, Joan, Charles Tonui, Judi Wakhungu et Serah Nderitu. 2011. NOTE DE POLITIQUE : Diversification des moyens d'existence comme adaptation au changement par les communautés locales. Extrait de : <https://www.africaportal.org/publications/diversification-of-livelihood-as-adaptation-to-climate-change-by-local-communities/>

Perspectives d'avenir ou recommandations



Pour **conclure le document**, il devrait y avoir une dernière section qui rassemble tout. Résumer l'**historique** du secteur, la situation **politique et réglementaire**, et la **situation actuelle**.

Si vous rédigez une note de politique (convaincante) : Après cela, décrivez brièvement comment les choses pourraient évoluer dans un proche avenir, quels **avantages** pourraient découler de votre solution proposée, quels **impacts négatifs potentiels** pourraient ne pas résulter du problème, et quels **défis** subsistent. Lorsque vous faites des recommandations, n'oubliez pas de connaître votre public et de le cibler spécifiquement.

Si vous rédigez une note d'information (informative) : Il est important que la conclusion et l'ensemble du document soient **équilibrés et ne prennent pas position** sur le développement du secteur. Résumez simplement le document et terminez par une conclusion ferme qui n'est pas critique, mais résume les avantages potentiels et les défis potentiels.



EXEMPLE

La note de politique sur **l'utilisation et la dégradation des terres** pour l'Ouganda explique les perspectives d'avenir et ses recommandations en couvrant les points suivants :

- L'utilisation des terres en Ouganda devrait être planifiée en fonction de leur pertinence, avec un soutien apporté aux districts locaux pour les aider à élaborer des plans d'utilisation des terres. Cela garantira que les terres sont utilisées de la manière la plus appropriée, en identifiant les zones appropriées pour la pêche, la production animale, la conservation et l'apiculture. 9
- Des politiques et des lois sur l'accès aux terres et les régimes fonciers devraient être mises en œuvre afin d'encourager la protection des sols. Par exemple, des règlements locaux visant à réglementer l'utilisation des zones humides, des pentes abruptes, des berges des rivières et d'autres écosystèmes fragiles devraient être élaborés. 9
- Les barrières institutionnelles, culturelles et politiques existantes qui empêchent une planification et une gestion efficaces de l'utilisation des terres doivent être levées. 9
- Toute future politique de développement économique devrait valoriser la contribution des terres, en incluant une analyse des dommages et des avantages environnementaux. 9

9 PNUD, Autorité nationale de gestion de l'environnement et PNUJ. 2009. Note de politique : Changement d'affectation des terres, dégradation des terres et bien-être humain : Leçons apprises de la zone de captage du lac Kyoga. Extrait de : https://www.unpei.org/sites/default/files/e_library_documents/Uganda-Policy-brief-land.pdf

Autres points importants à retenir



DATE DE PUBLICATION

Enfin, assurez-vous que toutes les notes de politique sont datées (mois et année). Bon nombre des questions abordées dans les notes de politique sont en constante évolution - il est donc possible que certaines données deviennent inexactes après leur publication. L'ajout d'une date de publication est important car :

- Fournir une date de publication permet de montrer que les données étaient exactes au moment de la publication
- L'ajout d'une date permet aux lecteurs de la publication de savoir dans quelle mesure les informations sont à jour et, par conséquent, leur fiabilité.
- Il est plus facile pour les chercheurs/écrivains/journalistes de faire référence à la publication.

RÉVISION

La révision est une partie très importante du processus. La révision devrait couvrir à la fois le contenu et la langue. Assurez-vous que vos écrits intègrent les domaines d'intervention de PfR tels que le genre, la RRC, la GIR, les changements climatiques et les considérations écosystémiques. Une fois qu'un projet a été élaboré, son contenu doit être examiné en interne par PfR et, dans la mesure du possible, il doit être examiné par un expert externe ayant une expertise dans le domaine.

MODÈLE DE NOTE DE
POLITIQUE

Annexes

NOTE D'INFORMATION - Mois Année

www.partnersforresilience.nl | partnersforresilience@redcross.nlGRAND TITRE :
SOUS-TITRE**Résumé**

Trois ou quatre phrases qui résument les problèmes et les recommandations que vous proposez. Ou décrivent ce qui est contenu dans ce document.

Exemple (Ramsar. 2017) :

La dégradation des zones humides réduit la résilience contre les risques liés à l'eau tels que les inondations, les sécheresses et les ondes de tempête. L'intégration des zones humides en tant qu'infrastructure naturelle pour la réduction des risques de catastrophe (RRC), seule ou en conjonction avec des infrastructures « solides » traditionnelle, peut atténuer les risques et accroître la résilience des communautés locales et de ceux qui vivent dans des bassins fluviaux ou des zones côtières entières.

Recommandations de politiques

- Faites-les courtes et réalistes
- Exemple : Reconnaître le rôle des zones humides dans la RRC, en soulignant la valeur de leur utilisation rationnelle en tant que composante importante et rentable des stratégies de RRC
- Phrase
- Phrase
- Phrase

[PHOTO]

INTRODUCTION / CONTEXTE

Quel est le problème ?

En quoi est-il un problème important ? (Pourquoi le lecteur devrait-il s'en préoccuper et quel est l'impact du problème sur les personnes, les moyens de subsistance, les écosystèmes ?)

Quelle est la cause du problème ?

Quels en sont les effets ?

Comment le lecteur peut-il y faire face ? (Quelles sont les perspectives d'action pour le lecteur ?)

POLITIQUE ACTUELLE / CADRES JURIDIQUES / RÉGLEMENTATION

Quelle sont la politique, le cadre juridique et la réglementation actuels concernant ce problème ? Quel est l'effet des politiques / réglementations actuelles ou futures ?

Quelles sont les options futures pour ces politiques / réglementations ?

Quels sont les avantages ou les inconvénients de chaque option ?

Étude de cas

Courte et concentrée sur le sujet

PERSPECTIVES D'AVENIR / RECOMMANDATIONS

Résumé rapide de la situation

Quelle est la solution proposée ?

Quels sont les avantages de votre solution ?

Quels seraient les impacts négatifs si le problème n'était pas résolu ?

Quels défis subsistent ?

REMERCIEMENTS ET DÉTAILS DE PUBLICATION

AUTRES RESSOURCES

Guide de rédaction de notes de politique de la FAO

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2011. Préparation d'une note de politique : Notes à l'intention des apprenants.

<http://www.fao.org/elearning/Course/FCOM/en/pdf/trainerresources/learnernotes0609.pdf>

Liste de contrôle des lois et politiques de GIR

Partners for Resilience. 2019. Liste de contrôle des lois et politiques de gestion intégrée des risques. <https://www.careneland.org/carexpertise/publication/integrated-risk-management-law-and-policy-checklist/>

Manuel sur le droit et la RRC

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et PNUD. 2015. Manuel sur le droit et la réduction des risques de catastrophe.

<https://www.ifrc.org/Global/Photos/Secretariat/201511/Handbook%20on%20law%20and%20DRR%20LR.pdf>

Exemple de note de politique

UNICEF, Assam State Disaster Management Authority, and All India Disaster Mitigation Institute. 2016. Intégration de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation aux changements climatiques pour le développement durable.

https://www.preventionweb.net/files/51048_51034policybriefdrrandcca.pdf

Exemple de note de politique

Ramsar. 2017. Zones humides pour la réduction des risques de catastrophe : Des choix efficaces pour des collectivités résilientes.

https://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/rpb_wetlands_and_drr_e.pdf

Exemple de note de politique

Salvaterra, Tânia, Karin Allenback, Peter Hobson, Pierre Ibisch, Horst Korn, Jaroslav Mysiak, Fabrice Renaud, et Mário Puluério. 2016. Exploration du potentiel des approches écosystémiques : Adaptation fondée sur l'écosystème et réduction des risques de catastrophe fondée sur l'écosystème.

<https://www.placard-network.eu/wp-content/PDFs/NBS-policy-brief.pdf>

Annexe 3

LISTE DES ACRONYMES COMMUNS « PARTNERS FOR RESILIENCE »

AMCDRR	Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe
UA	Union africaine
CBO	Organisation communautaire
ACC	Adaptation aux changements climatiques
CSA	Agriculture intelligente face au climat
OSC	Organisation de la société civile
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
D&D	Dialogue et dissidence
DDMP	Plans de gestion des catastrophes du district
DFID	Département du développement international
GC	Gestion des catastrophes
FIUC	Fonds d'urgence pour les risques de catastrophe
GRC	Gestion des risques de catastrophe
RRC	Réduction des risques de catastrophe
GRE	Gestion et restauration des écosystèmes
UE	Union européenne
EWEA	Alerte précoce Action précoce
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FbF	Financement basé sur les prévisions
FRCA	Loi sur la réglementation des contributions étrangères (Inde)
GRC	Société nationale de la Croix-Rouge du Guatemala
GPDRR	Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe
HVCA	Dangers, vulnérabilité, évaluation des capacités
CA	Corne de l'Afrique
HRCS	Société nationale de la Croix-Rouge haïtienne
IATI	Initiative internationale pour la transparence de l'aide
IGG	Croissance verte inclusive

FICR	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
(I)ONG	Organisation non gouvernementale internationale
GIR	Gestion intégrée des risques
KEPSA	Alliance du secteur privé du Kenya
KM&L	Gestion des connaissances et apprentissage
KRCS	Société nationale de la Croix-Rouge du Kenya
LAPSSET	Lamu Port-South Sudan-Ethiopia Transport
LGU	Unités du gouvernement local
LSE	London School of Economics
MEFCC	Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique
MOFA	Ministère néerlandais des affaires étrangères
PE	Protocole d'entente
MTP	Plan à mi-parcours
MURIA	La résilience urbaine de Marunda en action
PAN	Plan national d'adaptation
NDC	Contributions déterminées nationales
NDMA	Autorité nationale de gestion des catastrophes
NDMP	Plan national de gestion des catastrophes
NDOC	Centre national des opérations en cas de catastrophe
NEMA	Autorité nationale de gestion de l'environnement
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
PEDRR	Partenariat pour l'environnement et la réduction des risques de catastrophe
PfR	Partenaires de résilience
PS&É	Planification, suivi et évaluation
PRC	Société nationale de la Croix-Rouge des Philippines
PRI	Panchayati Raj Institutions (niveau administratif le plus bas en Inde)
SDMA	Plans nationaux de gestion des catastrophes
ODD	Objectifs de développement durable
SFDRR	Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe
TEM	Réunion d'experts techniques
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
SIPC	Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies
VSLA	Association villageoise d'épargne et de crédit
WRUA	Réseau des associations d'utilisateurs des ressources en eau



PARTNERS FOR RESILIENCE
Working together on disasters, climate, ecosystems

PARTNERSFORRESILIENCE.NL

PARTNERSFORRESILIENCE@REDCROSS.NL

